



Notifié le

Notification reçue le

Publié le 12 AVR 2018

Certifié exécutoire, le Maire

Partie réservée au visa
de la Sous-Préfecture



P/Le Maire par délégation

Francine MARTIN

Service : Voirie

POLICE DE LA CIRCULATION

Avenue de Badones

chaussée rétrécie - circulation alternée par feux de chantier - stationnement interdit - stationnement autorisé pour les véhicules de chantier **PROROGATION**

Le Maire de la Ville de Béziers,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1 et L.2213-6 ;

VU le Code de la Route, notamment ses articles L. 411-1 et R. 417-9 et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2, L.116-1 et suivants et R.116-2 ;

VU le Code Pénal, notamment les articles 131-13 et R.610-5 ;

VU le Code de Procédure Pénal, notamment les articles 529 et suivants et R.48-1 et suivants ;

VU l'Arrêté Municipal du 14 novembre 1955 sur la police de la circulation et du stationnement modifié ;

VU le règlement de voirie adopté par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2008 ;

VU l'arrêté N°386 publié le 12 Mars 2018

VU la demande de l'entreprise BRAULT, en date du 27 Février 2018, qui souhaite effectuer des travaux de création d'un quai bus, en occupant temporairement le domaine public, avenue de Badones

CONSIDERANT qu'il importe de prendre les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité des usagers de la voie publique.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : l'arrêté N° 386 publié le 12 Mars 2018 est prorogé

ARTICLE 2 : A compter du 13 Avril 2018 et jusqu'au 20 Avril 2018,

Avenue de Badones dans sa partie comprise entre la rue Pablo Casals et le n°51 avenue de Badones

- la chaussée sera rétrécie
- la circulation sera alternée par feux de chantier
- le stationnement sera interdit et uniquement autorisé pour les véhicules de chantier et ce avec enlèvement immédiat des véhicules en fonction de l'avancement des travaux.

ARTICLE 3 : Dans le cas de déviations nécessaires ou de neutralisation des rues adjacentes rendues nécessaires pour l'application du présent arrêté, le requérant mettra en place la signalisation correspondante et les dispositifs de sécurité à destination des usagers, et en assurera la maintenance afin de garantir la circulation.

ARTICLE 4 : Les panneaux matérialisant ces mesures et la publicité par voie d'affichage seront mis en place par le requérant 3 jours avant le début des travaux.

ARTICLE 5 : Le stationnement des véhicules en infraction aux dispositions du présent arrêté est déclaré gênant au titre de l'article R. 417-10 du Code de la Route.

ARTICLE 6 : Les services de la police sont habilités à procéder à l'enlèvement de tout véhicule en infraction aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 9 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, et Monsieur le Directeur de la Direction de la Police Municipale de la Mairie, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Béziers, le **12 AVR 2018**



Pour ampliation et par délégation de signature
Bruno HANSEN
Directeur du Département de la Voirie
et des Espaces Publics



Robert MENARD
Pour le Maire par délégation
l'Adjointe Déléguée

Cedette COPRIER
Adjointe chargée de la Voirie des transports
du stationnement et de la signalétique



Notifié le

Notification reçue le

Publié le 12 AVR 2018

Certifié exécutoire, le Maire

Partie réservée au visa
de la Sous-Préfecture

P/Le Maire par délégation

Franche MARTIN

Service : Voirie

POLICE DE LA CIRCULATION

Avenue Jean Moulin

chaussée rétrécie - circulation alternée par feux de chantier - stationnement interdit - stationnement autorisé pour les véhicules de chantier **PROROGATION**

Le Maire de la Ville de Béziers,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1 et L.2213-6 ;

VU le Code de la Route, notamment ses articles L. 411-1 et R. 417-9 et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2, L.116-1 et suivants et R.116-2 ;

VU le Code Pénal, notamment les articles 131-13 et R.610-5 ;

VU le Code de Procédure Pénal, notamment les articles 529 et suivants et R.48-1 et suivants ;

VU l'Arrêté Municipal du 14 novembre 1955 sur la police de la circulation et du stationnement modifié ;

VU le règlement de voirie adopté par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2008 ;

VU l'arrêté N°391 publié le 12 Mars 2018

VU la demande de l'entreprise BRAULT, en date du 27 Février 2018, qui souhaite effectuer des travaux de création d'un quai bus, en occupant temporairement le domaine public, avenue Jean Moulin

CONSIDERANT qu'il importe de prendre les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité des usagers de la voie publique.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : l'arrêté N° 391 publié le 12 Mars 2018 est prorogé

ARTICLE 2 : A compter du 13 Avril 2018 et jusqu'au 20 Avril 2018,

- Avenue Jean Moulin dans sa partie comprise entre la rue de Lorraine et le n°47 avenue Jean Moulin
- la chaussée sera rétrécie
 - la circulation sera alternée par feux de chantier
 - le stationnement sera interdit et uniquement autorisé pour les véhicules de chantier et ce avec enlèvement immédiat des véhicules en fonction de l'avancement des travaux.

ARTICLE 3 : Dans le cas de déviations nécessaires ou de neutralisation des rues adjacentes rendues nécessaires pour l'application du présent arrêté, le requérant mettra en place la signalisation correspondante et les dispositifs de sécurité à destination des usagers, et en assurera la maintenance afin de garantir la circulation.

ARTICLE 4 : Les panneaux matérialisant ces mesures et la publicité par voie d'affichage seront mis en place par le requérant 3 jours avant le début des travaux.

ARTICLE 5 : Le stationnement des véhicules en infraction aux dispositions du présent arrêté est déclaré gênant au titre de l'article R. 417-10 du Code de la Route.

ARTICLE 6 : Les services de la police sont habilités à procéder à l'enlèvement de tout véhicule en infraction aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 9 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, et Monsieur le Directeur de la Direction de la Police Municipale de la Mairie, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Béziers, le **12 AVR 2018**



Pour ampliation et par délégation de signature
Bruno HANSEN
Directeur du Département de la Voirie
et des Espaces Publics



Robert MENARD
Pour le Maire par délégation
l'Adjointe Déléguée

Odette DONNADIEU
Adjointe chargée de la Voirie, des Transports,
du Stationnement et de la Signalétique

VILLE DE
BÉZIERS



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE de BEZIERS
DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT

ARRÊTÉ N° 628

Notifié le

Notification reçue le

Publié le **12 AVR 2018**

Certifié exécutoire, le Maire

Partie réservée au visa
de la Sous-Préfecture

P/Le Maire par délégation



Francine MARTIN
Francine MARTIN

Service : Voirie

POLICE DE LA CIRCULATION

Boulevard Ernest Hemingway

chaussée rétrécie - circulation alternée par feux de chantier - stationnement interdit - stationnement autorisé pour les véhicules de chantier **PROROGATION**

Le Maire de la Ville de Béziers,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1 et L.2213-6 ;

VU le Code de la Route, notamment ses articles L. 411-1 et R. 417-9 et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2, L.116-1 et suivants et R.116-2 ;

VU le Code Pénal, notamment les articles 131-13 et R.610-5 ;

VU le Code de Procédure Pénal, notamment les articles 529 et suivants et R.48-1 et suivants ;

VU l'Arrêté Municipal du 14 novembre 1955 sur la police de la circulation et du stationnement modifié ;

VU le règlement de voirie adopté par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2008 ;

VU l'arrêté N°390 publié le 12 Mars 2018

VU la demande de l'entreprise BRAULT, en date du 27 Février 2018, qui souhaite effectuer des travaux de création d'un quai bus, en occupant temporairement le domaine public, boulevard Ernest Hemingway

CONSIDERANT qu'il importe de prendre les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité des usagers de la voie publique.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : l'arrêté N° 390 publié le 12 Mars 2018 est prorogé

ARTICLE 2 : A compter du 13 Avril 2018 et jusqu'au 20 Avril 2018,

Boulevard Ernest Hemingway dans sa partie comprise entre le boulevard du Languedoc et le n° 70 boulevard Ernest Hemingway :

- la chaussée sera rétrécie
- la circulation sera alternée par feux de chantier
- le stationnement sera interdit et uniquement autorisé pour les véhicules de chantier et ce avec enlèvement immédiat des véhicules en fonction de l'avancement des travaux.

ARTICLE 3 : Dans le cas de déviations nécessaires ou de neutralisation des rues adjacentes rendues nécessaires pour l'application du présent arrêté, le requérant mettra en place la signalisation correspondante et les dispositifs de sécurité à destination des usagers, et en assurera la maintenance afin de garantir la circulation.

ARTICLE 4 : Les panneaux matérialisant ces mesures et la publicité par voie d'affichage seront mis en place par le requérant 3 jours avant le début des travaux.

ARTICLE 5 : Le stationnement des véhicules en infraction aux dispositions du présent arrêté est déclaré gênant au titre de l'article R. 417-10 du Code de la Route.

ARTICLE 6 : Les services de la police sont habilités à procéder à l'enlèvement de tout véhicule en infraction aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 9 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, et Monsieur le Directeur de la Direction de la Police Municipale de la Mairie, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Béziers, le 12 AVR 2018



Pour ampliation et par délégation de signature
Bruno HANSEN
Directeur du Département de la Voirie
et des Espaces Publics



Robert MENARD
Pour le Maire par délégation
l'Adjointe Déléguée

Odetta DORIER
Adjointe chargée de la Voirie, des Espaces
du Stationnement et de la Signalétique